

La balance des paiements

I. Définition

La Balance des paiements (BDP) est un document statistique qui rassemble et ordonne l'ensemble des transactions économiques et financières d'un pays (le résident) avec le reste du monde (non-résidents) sur une période donnée (l'année). La BDP décrit les échanges des biens, services et capitaux entre le pays domestique et le reste du monde. Elle reflète la capacité économique et financière d'une nation vis-à-vis du reste du monde.

La BDP est un outil important d'analyse économique. C'est un indicateur pour la conduite de la politique conjoncturelle, en permettant d'appréhender les échanges d'un pays avec le reste du monde. Elle est la source statistique privilégiée pour l'établissement de plusieurs comptes de la comptabilité nationale. L'évolution des soldes et des flux des principaux comptes de la balance des paiements donne une information sur la politique macroéconomique suivie par les autorités et son impact sur l'activité économique.

La BDP est établie à partir des conventions et méthodologies élaborées par le Fonds monétaire international (FMI) :

- ✓ **Enregistrement en termes de contrepartie** : ce ne sont pas les opérations réelles ou financières qui sont enregistrées mais leur contrepartie monétaire. Seules les opérations monétaires font exception puisque par définition, elles n'ont aucune contrepartie,
- ✓ **Enregistrement par double écriture** : par définition, la balance des paiements est toujours équilibrée, son solde final devant toujours être nul). Toute transaction enregistrée doit donner lieu à deux inscriptions de montants égaux et de signes opposés, en d'autres termes, toute opération inscrite en crédit donne lieu à une écriture en débit ; La somme des montants inscrits en crédit doit être identique à celle des montants inscrits en débit.
- ✓ **Enregistrement Chronologique** : les opérations sont enregistrées sur une base annuelle (ou trimestrielle selon les pays) à la même date dans les 2 parties. Les opérations sont prises en compte au moment de leur réalisation plutôt qu'au moment de leur règlement.

Concept de résidence : *« la résidence de toute unité institutionnelle est le territoire économique avec lequel elle entretient la relation la plus importante ; elle peut être exprimée comme le lieu où se trouve le centre d'intérêt économique prédominant ».*

II. Présentation

La balance des paiements se présente sous la forme d'un état comptable dans lequel les opérations sont regroupées dans quatre grands comptes. Un poste résiduel (les erreurs et omissions nettes) sert à compenser les faiblesses de la collecte statistique. La disposition des quatre comptes et l'ordre d'enregistrement des opérations au sein de chaque compte suivent la même logique : on va des opérations les moins liquides vers les opérations les plus liquides. C'est pourquoi on enregistre successivement les opérations concernant les actifs réels (échanges de biens et services par exemple), les actifs financiers (investissements) et les actifs monétaires. De haut en bas du tableau représentatif de la balance des paiements, on trouve donc les principaux comptes suivants :

- ✓ le compte des transactions courantes ;
- ✓ le compte de capital ;
- ✓ le compte d'opérations financières ;
- ✓ le compte des réserves et postes apparentés.

Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes regroupe **toutes les transactions privées et publiques portant sur des valeurs économiques autres que des actifs financiers entre résidents et non résidents**. Les **transactions sont classées par ordre de liquidité croissante** : échanges de biens et services, rémunération des salariés et revenus des investissements, transferts sans contreparties: aides au développement, transferts d'épargne des travailleurs émigrés ou immigrés. L'expression « Balance commerciale » désigne la différence entre les exportations et les importations de biens (primaires, manufacturés).

Le compte de capital

Le compte de capital enregistre

- ✓ les transferts en capital : transferts de propriété des actifs fixes, les transferts de fonds liés à la cession ou à l'acquisition de ces actifs,
- ✓ les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (brevets, contrats de locations, actifs incorporels, etc.),
- ✓ les remises de dettes des administrations publiques.

Le compte d'opérations financières

Le compte d'opérations financières enregistre les **investissements directs étrangers**, les **investissements de portefeuille**, les **produits financiers dérivés** et les **avoirs de réserve**.

Erreurs et Omissions nettes:

Le poste erreur et omission reflète les difficultés d'enregistrement des opérations économiques internationales. Il s'agit d'un poste d'ajustement rendu nécessaire car les opérations ne sont pas comptabilisées à l'aide d'un seul et même document. Il s'agit donc d'un poste qui tient compte des différences de comptabilisation au niveau national, des anomalies comptables et de l'enregistrement des opérations selon la douane.

III. Elaboration aux Comores

La balance des paiements des Comores permet d'évaluer l'insertion de l'économie comorienne dans son environnement extérieur et constitue un élément essentiel de la comptabilité nationale par la fourniture de statistiques contribuant à l'élaboration des agrégats nationaux.

Aux Comores, la loi cadre fédérale n°80-08 du 03 mai 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores (BCC) dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit et des changes, notamment en son article 15, confie à la BCC,

l'élaboration de la balance des paiements (BdP) des Comores. L'article 12 du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations financières entre les Comores et l'étranger, précise que *«la Banque Centrale, chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs, est habilitée à demander à tous les organismes publics, parapublics et privés, la documentation et les renseignements qui lui sont nécessaires »*.

Pour mener à bien cette mission, la BCC, à travers sa Direction des Etudes Economiques, Monétaires et Financières (DEEMF), collecte les principales sources d'information à partir :

- ✓ des statistiques douanières,
- ✓ des résultats des questionnaires envoyés auprès des ministères, des sociétés d'Etat, des représentations diplomatiques, des sociétés privées et des organismes et organisations internationaux,
- ✓ des statistiques monétaires,

Lorsque la DEEMF considère que certaines les informations reçues sont insuffisantes, elle fait estimations permettant d'améliorer la qualité de la statique.

La Balance des paiements est actuellement élaborée sur la base des principes fondamentaux retenus dans la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du FMI (MBP5).

Balance des Paiements des Comores (en millions FC)

	2011	2012	2013*
Compte des transactions courantes	-19 615	-15 753	-22 104
Biens	-61 466	-75 941	-76 743
Crédit	9 128	7 469	7 609
Débit	-70 594	-83 411	-84 352
Services	-11 172	-12 933	-11 260
Crédit	26 874	26 817	30 955
Débit	-38 046	-39 751	-42 215
Revenus	-277	-648	-786
Crédit	1 342	1 440	1 526
Débit	-1 619	-2 088	-2 312
Transferts courants	53 301	73 777	66 685
Crédit	71 217	92 961	88 019
Débit	-17 916	-19 191	-21 335
Compte de capital et d'opérations financières	15 601	15 220	24 317
Compte de Capital	20 972	19 256	63 578
Crédit	20 974	19 256	63 578
Débit	-2	0	0
Transferts de capital	20 972	19 256	63 578
Crédit	20 974	19 256	63 578
Débit	0	0	0
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-2	0	0
Crédit	0	0	0
Débit	-2	0	0
Compte des opérations financières	-5 371	-4 036	-39 260
Investissements directs	8 171	3 973	3 504
A l'étranger (par des résidents)	0	0	0
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	8 171	3 973	3 504
Investissements de portefeuille	0	0	0
Avoirs	0	0	0
Engagements	0	0	0
Autres investissements	-7 493	4 892	-53 389
Avoirs	-3 928	3 537	-5 104
Engagements	-3 565	1 355	-48 284
Avoirs de réserve	-6050	-12 901	10 625
Or monétaire	-46	-45	122
Droits de tirages spéciaux	-1 049	-789	-1 444
Position de réserve au FMI	-9	-14	14
Devises étrangères	-4 950	-12 063	11 940
Autres créances	4	11	-8
Erreurs et omissions nettes	4 984	533	-2 213
Source : Direction des Etudes Economiques, Monétaires et Financières, BCC			
* Chiffres provisoires			